



Le Premier ministre examine un certain nombre de dossiers de travail à l'Autorité de protection de la concurrence-mai 2023



Protection de la concurrence et ses effets sur l'économie :
Productivité accrue.. Un meilleur marché. ...
Création de nouvelles opportunités d'emploi...
Amélioration du bien-être des citoyens

Dr/ Mahmoud Mumtaz
Chef de l'Autorité de protection de la concurrence

Les économies du monde sont passées par de multiples étapes, et l'Égypte était l'un de ces pays, dont le système économique aux années soixante, était basé sur une économie dirigée, c'est – à – dire que l'État est le contrôleur, le distributeur et le déterminant des prix sur les marchés, puis l'Égypte est passée à un système d'économie de marché libre, c'est-à-dire que les prix sont déterminés par des mécanismes d'offre et de demande, il était donc nécessaire dans le cadre de cette transformation- qu'il existe des lois protégeant le système d'économie de marché libre pour garantir que les produits proposés atteignent l'allocation optimale des ressources et que les prix du marché résultent effectivement des facteurs d'offre et de demande.

Parmi ces législations figure la Loi sur la protection de la concurrence et la prévention des pratiques monopolistiques, qui est peut-être la plus importante car elle protège l'économie en veillant à ce que les biens et services offerts sur les marchés soient le résultat naturel des facteurs d'offre et de demande et qu'il n'y ait pas de pratiques monopolistiques affectant les mécanismes du marché libre.

L'Égypte a adopté la Loi sur la protection de la concurrence et la prévention des pratiques monopolistiques un peu tard en 2005. En vertu de cette loi, l'Autorité de protection de la concurrence a été créée en 2006, et les principaux crimes décrits dans les articles (6), (7) et (8) de la loi sont trois délits : Le sixième article traite des accords horizontaux entre concurrents et conclus entre eux, que ce soit en augmentant les prix,

en divisant les marchés, en convenant d'appels d'offres et d'enchères, ou en réduisant les quantités de production, tandis que le septième article traite des délits des principaux accords entre le fournisseur et ses clients, tels que les délits d'entente sur le prix de revente sur les marchés ou de traiter exclusivement avec un seul fournisseur, alors que le huitième article traite l'abus de la position dominante. Il convient de noter que la loi ne punit pas ceux qui ont une grande importance sur le marché, mais punit plutôt l'abus de cette importance en excluant les concurrents ou en exploitant les consommateurs.

L'effet économique des politiques de protection de la concurrence. Des études indiquent que l'existence de la loi sur la protection de la concurrence augmente le taux de croissance du PIB de 2 à 3%. D'autant

plus que l'expérience australienne dans l'adoption d'une politique globale de la concurrence de l'État a consisté à appliquer la loi sur la protection de la concurrence à tous les secteurs sans exception. De plus, assurer la neutralité concurrentielle a conduit à une augmentation de 205% du PIB australien et à la capacité de l'économie australienne à faire face aux chocs de la crise financière mondiale en 2008, là où la concurrence est liée au dynamisme et à la motivation des entreprises à innover, encourageant les entreprises les plus efficaces à entrer et à se développer sur le marché.

Par là, nous constatons l'importance des lois sur la concurrence et de leur application à moyen et long terme afin d'établir une économie plus développée et plus résiliente capable de répondre aux crises.

Le rôle de la concurrence dans la croissance économique est dû à son effet sur l'augmentation de la productivité dans diverses industries. Des études indiquent que les entreprises les plus compétitives réalisent une augmentation de la productivité à des taux allant de 3,8 à 4,6% supérieurs à ceux des moins compétitives. Tandis qu'une autre étude en Afrique du Sud montre qu'une concurrence accrue entraîne une augmentation de la croissance de la productivité dans certains secteurs à des taux allant de 2 à 2,5% par an.

Nous constatons que la productivité du travailleur augmente chaque fois que l'entreprise où il travaille fait face à une concurrence accrue, c'est ce qui s'est passé aux États-Unis et au Canada lorsqu'il y a eu une libéralisation du secteur minier du fer et face à une concurrence féroce du Brésil, la productivité du travailleur a doublé en raison de l'augmentation de la concurrence.

La concurrence affecte également l'emploi et la création d'emplois, en particulier dans le domaine de l'innovation. Sur des marchés où la concurrence est intense, les entreprises sont poussées à innover et à offrir de meilleurs produits et services pour obtenir un avantage concurrentiel, ce qui entraîne une augmentation de la demande de main-d'œuvre qualifiée possédant des connaissances et une expérience spécialisées pour les ingénieurs, les chercheurs et les développeurs ainsi que la création de nouvelles opportunités d'emploi. D'autre part, l'absence de concurrence effective finira par nuire à la croissance de l'emploi.

Le rôle de la concurrence dans l'amélioration du bien-être des consommateurs

L'application effective de la politique de concurrence sur les marchés implique l'accès des consommateurs à des biens et services à des prix inférieurs, de meilleure qualité et à des choix multiples. Tandis que les pratiques monopolistiques affectent généralement le consommateur et son bien-être, des études indiquent que de telles pratiques augmentent les prix au-dessus de leur prix concurrentiel jusqu'à 50%, par conséquent, le consommateur qui a dix livres, par exemple, au lieu d'acheter quatre produits, ne pourra acheter qu'un ou deux produits au maximum, ce qui entraîne deux pertes, la première est une diminution de la capacité du consommateur à acheter d'autres produits dont il a besoin, et la seconde est l'opportunité manquée pour d'autres secteurs qui auraient pu vendre leurs produits au consommateur mais ne pouvaient pas en raison d'une pratique monopolistique.

A titre d'exemple, en Égypte, l'Autorité de protection de la concurrence a récemment constaté, dans le cas du secteur des manuels scolaires, que les entreprises convenaient entre elles de fixer le prix de leurs produits sur la base d'un taux de change des devises étrangères supérieur de 80% à la valeur officielle.

D'autre part, lorsque les cimentiers ont accepté d'augmenter les prix en 2005 et 2006, cela a entraîné des pertes dans l'économie qui ont dépassé dix milliards de livres, soit environ 1% du PIB à l'époque.

De tels accords horizontaux aboutissent à ce que l'on appelle le «transfert du surplus du consommateur vers le producteur», c'est-à-dire que le consommateur achète le produit à un prix supérieur à son prix concurrentiel et que ce surplus de prix est transféré à l'entreprise fautive sous la forme de bénéfices plus élevés au lieu de profiter au consommateur et de l'utiliser à d'autres usages.

Le rôle de la concurrence dans la protection de l'argent public
 Le danger de transférer le surplus du consommateur au producteur augmente lorsque l'État est l'acheteur, ici l'impact économique des pratiques monopolistiques ne se limite pas à l'excès d'argent payé par un consommateur particulier, mais ce sera un transfert du surplus de tous les contribuables au fournisseur de produits ou de services.

L'État est le plus gros acheteur au sein de l'économie, une étude de l'Organisation de coopération et de développement économiques indique que les achats de l'État atteignent 15% du produit national total. Par conséquent, la protection de l'argent public est une priorité qui se reflète directement sur la performance des économies des pays. Les appels d'offres de l'État pour acheter ses besoins auprès d'entreprises concurrentes et obtenir le prix le plus bas et la meilleure qualité sont l'objectif principal pour maintenir l'efficacité des dépenses publiques.

La complicité des concurrents dans les appels d'offres publics et les enchères sur les entités publiques affecte donc directement les dépenses



Les pratiques monopolistiques affectent généralement le consommateur et son bien-être, des études indiquent que de telles pratiques augmentent les prix au-dessus de leur prix concurrentiel jusqu'à 50%, par conséquent, le consommateur qui a dix livres, par exemple, au lieu d'acheter quatre produits, ne pourra acheter qu'un ou deux produits au maximum



La productivité du travailleur augmente chaque fois que l'entreprise où il travaille fait face à une concurrence accrue, c'est ce qui s'est passé aux États-Unis et au Canada lorsqu'il y a eu une libéralisation du secteur minier du fer et face à une concurrence féroce du Brésil, la productivité du travailleur a doublé en raison de cette augmentation de la concurrence.

publiques, car elle conduit l'État à acheter des produits et services à un prix supérieur à leur prix concurrentiel et empêche l'État d'allouer efficacement ses ressources, ce qui se reflète finalement sur sa capacité à remplir ses obligations.

Dans un certain nombre de cas menés par l'Autorité, nous trouvons des exemples de tels crimes dans divers secteurs, entre autres : L'accord des entreprises pour augmenter le prix des valves cardiaques fournies aux hôpitaux universitaires, ainsi que l'accord des entreprises de lampadaires pour approvisionner les sociétés de distribution d'électricité et le Centre de Recherche pétrolière en produits chimiques, ces exemples indiquent l'extension des effets de ces pratiques monopolistiques à divers secteurs au sein de l'État égyptien.

En particulier, lorsque le délit de complicité dans les appels d'offres publics et les enchères est associé à d'autres délits tels que la corruption pour faciliter la commission de ces délits, comme le montrent des études à cet égard.

Nous constatons ici l'importance de l'intégration entre les Autorités de contrôle pour lutter contre les crimes les plus graves, notamment dans le cadre de la crise économique mondiale.

En conclusion, le rôle des Autorités de la concurrence est devenu une nécessité afin d'assurer la croissance économique et le fonctionnement efficace des mécanismes du marché libre pour avoir un impact positif sur le bien-être des citoyens et les dépenses publiques.